

## Pauvreté

*«Être pauvre c'est avoir des possibilités limitées, et non mal gérer son budget. Se débrouiller avec très peu d'argent c'est comme travailler sept jours sur sept, sans vacances ni répit. La pauvreté use le corps et l'âme.<sup>1</sup>»*

*«Être traité comme un être inférieur a un impact profond sur les gens et affecte directement leur capacité de sortir du cycle de la pauvreté et de l'aide sociale parce qu'en intériorisant l'idée qu'elles sont la source du problème, ces personnes pensent qu'elles ne peuvent pas réussir»<sup>2</sup>.*

*«Le climat économique généralement favorable qui règne au niveau fédéral et dans la plupart des provinces constitue pour les gouvernements une occasion formidable de prendre des mesures concertées en vue de mettre fin à ce genre de privation», déclare le président du Conseil, John Murphy. Et il affirme également que la situation actuelle est «la situation actuelle est honteuse et il est immoral de la tolérer dans un pays riche»<sup>3</sup>.*

- En 2007, 2,9 millions de Canadiennes et de Canadiens vivaient dans la pauvreté et 637 000 avaient moins de 18 ans<sup>4</sup>.
- Dans le monde, 53 millions de personnes de plus sont poussées dans la pauvreté en raison des conditions économiques mondiales<sup>5</sup>.
- Les taux de faible revenu sont plus élevés parmi les 550 000 familles monoparentales dirigées par une femme, dont 36 % vivent avec un faible revenu. Le taux de faible revenu des enfants vivant avec une mère monoparentale est de 40 %, soit cinq fois plus élevé que celui des 8,1 % d'enfants vivant avec deux parents<sup>6</sup>.
- Au Canada, les femmes gagnent moins d'argent que les hommes pour un travail exigeant des compétences équivalentes. Les femmes constituent la majorité des pauvres. Beaucoup sont piégées dans des relations de violence conjugale parce qu'elles n'ont tout simplement aucun autre endroit où aller dans un contexte de pénurie de maisons d'hébergement, de logements

---

<sup>1</sup> Morris, Marika, Institut canadien de recherches sur les femmes. *Femmes et pauvreté*. Feuillelet d'information de l'ICREF, 2002.

<sup>2</sup> Institut canadien de recherches sur les femmes. *L'impact des programmes sociaux: des femmes à faible revenu racontent*. Feuillelet d'information de l'ICREF, 2002.

<sup>3</sup> Conseil national du bien-être social. *Baisse massive des revenus de bien-être social*. Le 26 août 2006. En ligne au [http://www.ncwcnbes.net/documents/researchpublications/ResearchProjects/WelfareIncomes/2005Report\\_Summer2006/PressReleaseFRE.htm](http://www.ncwcnbes.net/documents/researchpublications/ResearchProjects/WelfareIncomes/2005Report_Summer2006/PressReleaseFRE.htm)

<sup>4</sup> Conseil national du bien-être social. *Aperçu des tendances en matière de pauvreté*. Profil de la pauvreté, no.1, 2007.

<sup>5</sup> Statistique Canada. *Revenus des Canadiens*, Le Quotidien, le mardi 30 mars 2006.

<sup>6</sup> *Ibid.*

plus en plus coûteux, de faibles salaires versés aux femmes et de listes d'attente pour des places en garderie subventionnées. Tous ces facteurs les empêchent de trouver les emplois rémunérés ou des formations qui leur permettraient de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants<sup>7</sup>.

- La pauvreté et le sans-abrisme entraînent de nombreux troubles de santé, notamment: la malnutrition, le chômage, les toxicomanies, la violence sexiste et d'autres situations affligeantes dues à une insécurité du revenu<sup>8</sup>. Quand on vit dans des logements surpeuplés et délabrés où les maladies se propagent facilement, le stress causé par la pauvreté et l'incertitude peut favoriser l'apparition de mécanismes de survie malsains. Parmi les problèmes qu'affrontent les gens vivant dans la pauvreté, on retrouve le manque d'argent pour acheter des aliments nutritifs, le manque d'assurances pour couvrir les frais des médicaments et des soins dentaires, la nécessité de s'absenter sans salaire d'un emploi mal payé pour se rendre chez un médecin en autobus et attendre pendant des heures parce que le médecin a accordé trop de rendez-vous et, occuper un emploi stressant et sous payé où on a peu de contrôle.
- Une étude a démontré que les employées font face à un risque important de problèmes de santé en raison de stress psychosociaux et organisationnels liés à ces emplois mal rémunérés et précaires<sup>9</sup>.
- En 1996, en éliminant le Régime d'assistance publique du Canada, le gouvernement fédéral a porté atteinte à l'essence même des normes canadiennes en matière de programmes sociaux, médicaux et d'éducation. Il a procédé à des compressions budgétaires et adopté des mesures temporaires et bancales qui ne font que criminaliser les pauvres et perpétuer leurs problèmes, qu'il s'agisse de prévention de la criminalité, de sans-abrisme ou de justice réparatrice<sup>10</sup>.
- Au Canada les programmes et services destinés à atténuer la pauvreté et à aider les gens dans le besoin ne sont subventionnés que pour desservir 20 % de celles et ceux qui font des demandes, ce qui laisse 80 % des personnes sans soutien, soit quatre sur cinq, en plus de laisser de côté toutes celles qui ne connaissent pas ces programmes et services<sup>11</sup>.
- L'organisation des Nations Unies a critiqué publiquement le Canada pour le pourcentage élevé de femmes vivant dans la pauvreté au pays. L'ONU a reconnu que les changements apportés par le gouvernement fédéral en 1995 au mode de financement des provinces et la réduction de ses transferts pour les programmes sociaux ont contribué à la persistance de la

---

<sup>7</sup> Morris, Marika. Institut canadien de recherches sur les femmes. *Femmes et pauvreté*. Feuillelet d'information de l'ICREF, 2002.

<sup>8</sup> Laird, Gordon. *Shelter: Homelessness in a Growth Economy: Canada's 21<sup>st</sup> Century Paradox*. Ottawa: Sheldon Chumir Foundation for Ethics in Leadership, 2007, p. 5.

<sup>9</sup> Morris, Marika. *Femmes, santé et action*. Feuillelet d'information de l'ICREF, 2001.

<sup>10</sup> Pate, Kim. *Prisons, the Latest Solution to Homelessness, Poverty and Mental Illness*. Calgary: Womenspeak Series, 2003. En ligne au [www.elizabethfry.ca/confernc/prison/2.htm](http://www.elizabethfry.ca/confernc/prison/2.htm)

<sup>11</sup> Conseil national du bien-être social. *Outline of a presentation concerning the study on poverty*. Ottawa: CNBES, 2008.

pauvreté, notamment pour les femmes autochtones, handicapées, immigrantes et de couleur<sup>12</sup>.

- Le Canada est le seul pays industrialisé qui n'a aucune stratégie nationale de logement et il se classe presque au dernier rang de 12 pays industrialisés en matière de lutte contre la pauvreté<sup>13</sup>.

### **Étude de cas: Kim Rogers**

- Kimberley Rogers, une femme vivant en Ontario, est devenue un symbole national des failles dans les politiques de l'aide sociale lorsqu'elle est décédée pendant sa détention à domicile pour fraude à l'aide sociale. On l'avait accusée de fréquenter l'école pendant qu'elle recevait l'aide sociale. Même si elle était enceinte, elle a été assignée à résidence avec interdiction de quitter son logement. Quand on l'a retrouvée morte pendant une intense vague de chaleur à l'été 2001, enceinte de huit mois, la police a rapporté qu'il faisait plus de 38 degrés dans son appartement. Durant l'enquête sur son décès, il est apparu que Kimberley était admissible à une exemption pour incapacité et qu'elle aurait légitimement pu fréquenter l'école si elle, ou le personnel de l'aide sociale, en avait été avisé avant son décès<sup>14</sup>.

- Selon le Conseil national du bien-être social, la majorité des bénéficiaires de l'aide sociale sont des femmes, des enfants et des personnes handicapées. Malgré cela, les politiques gouvernementales insistent sur leur intégration dans la population active sans vraiment leur en donner les moyens: services de garde, logements sécuritaires et abordables, montant suffisant pour couvrir leurs dépenses de base (téléphone, vêtements, titres de transports), accès à des cours, formations et programmes d'alphabétisation qui répondent à leurs besoins particuliers, soutiens adéquats et accommodements sur les lieux de travail pour les personnes handicapées et, finalement, accès gratuit, approprié et en bon temps à des services d'aide psychologique pour les toxicomanies et les traumatismes<sup>15</sup>. Les politiques gouvernementales ne collent pas à la réalité et créent beaucoup de misère chez les personnes les plus marginalisées au Canada.
- Les stéréotypes décrivent souvent les personnes et les familles vivant dans la pauvreté comme paresseuses et dépendantes de l'aide sociale. Les programmes et prestations gouvernementales jouent certainement un rôle important pour soutenir les familles pauvres,

---

<sup>12</sup> Institut canadien de recherches sur les femmes. *L'impact des programmes sociaux: des femmes à faible revenu racontent*. Feuillet d'information de l'ICREF, 2007.

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> Pate, Kim. *Why we should form an international coalition against women's imprisonment ...* Australie: Brisbane, Sisters Inside Conference, 2001. En ligne au [www.elizabethfry.ca/confernc/nov29-01/1.htm](http://www.elizabethfry.ca/confernc/nov29-01/1.htm)

<sup>15</sup> Conseil national du bien-être social. *Profil de la pauvreté 2002-2003*. Ottawa : CNBES, 2006.

particulièrement les personnes âgées, mais les salaires sont une source cruciale de revenu pour la plupart des adultes, particulièrement celles et ceux qui vivent dans la pauvreté<sup>16</sup>.

- À chaque année depuis 1986, le Conseil national du bien-être social a publié un rapport sur l'insuffisance des services sociaux et des revenus d'aide sociale dans tout le Canada<sup>17</sup>.
- Les gens sont notamment encouragés à poursuivre des études postsecondaires pour améliorer leur situation financière. Toutefois, en leur accordant un prêt étudiant gouvernemental, on les empêche d'avoir recours à toute autre forme de prestation d'aide sociale, même si elles doivent s'occuper d'une famille<sup>18</sup>.
- Le revenu annuel estimé d'aide sociale pour une famille monoparentale ayant un enfant était de 16 439\$ en Ontario en 2007<sup>19</sup>. On retrouvait le revenu estimé le plus faible en Nouvelle-Écosse (14 725\$)<sup>20</sup>, et les seules régions où ce revenu dépassait 20 000\$ sont les territoires avec 20 861\$ pour le Yukon, 20 425\$ pour les Territoires du Nord-Ouest et 24 399\$ pour le Nunavut<sup>21</sup>.
- Entre 2007-2010, les dépenses gouvernementales consacrées à l'aide sociale étaient à leur plus faible niveau<sup>22</sup>.
- La proportion de femmes vivant en couple a décliné au cours des deux dernières décennies et un plus grand nombre de femmes vivent seules<sup>23</sup>.
- La majorité des personnes handicapées au Canada sont des femmes<sup>24</sup>.
- Les femmes monoparentales forment la catégorie de «familles» qui vit le taux de pauvreté le plus élevé (48,9%), leurs revenus étant inférieurs à moins de la moitié du seuil établi de faible revenu<sup>25</sup>.
- En 2003, les taux de pauvreté des familles sans gagne-pain s'échelonnaient entre 94,6 % pour les mères monoparentales, et 39,3% pour les couples sans enfants<sup>26</sup>.

---

<sup>16</sup> Conseil national du bien-être social. *Résoudre la pauvreté : Quatre pierres angulaires d'une stratégie nationale viable pour le Canada*. Ottawa: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2007.

<sup>17</sup> Conseil national du bien-être social. *Revenus de bien-être social 2006-2007*. Ottawa: CNBES, 2008.

<sup>18</sup> *Ibid.*

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> *Ibid.*

<sup>22</sup> Réponse de la société civile. *Confrontation avec la réalité: les femmes au Canada et la Déclaration et Programme d'action de Beijing après 15 années*. Ottawa: Congrès du travail du Canada, 2010.

<sup>23</sup> Statistique Canada. *Femmes au Canada*, Le Quotidien, mardi le 7 mars 2006.

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> Conseil national du bien-être social. *Résoudre la pauvreté : Quatre pierres angulaires d'une stratégie nationale viable pour le Canada*. Ottawa: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2007.

<sup>26</sup> *Ibid.*

- 28 % de toutes les mères seules touchent l'aide sociale, par comparaison à 24 % des célibataires en âge de travailler, 18 % des couples sans enfants en âge de travailler et 8 % des familles biparentales<sup>27</sup>.
- Les revenus des familles monoparentales sont également très différents selon que la famille est dirigée par une femme ou un homme. Les revenus après impôt des pères seuls en 2007 se situaient en moyenne à 52 100\$, tandis que les revenus après impôt des mères seules pour la même année se situaient à 39 500\$<sup>28</sup>.
- En 2004, les gains des familles autres que de personnes âgées provenant de salaires, de régimes privés de pensions et de revenus d'investissements comptaient pour 93\$ de chaque tranche de 100\$ de revenu avant impôt. Les 7\$ restants provenaient des transferts gouvernementaux<sup>29</sup>.
- D'autres facteurs peuvent également contribuer à accroître le taux de pauvreté des femmes. En 2005, 36 % des femmes autochtones vivaient dans la pauvreté, 29 % des femmes de couleur, 26 % des femmes handicapées, 23 % des femmes immigrantes et 35 % des femmes arrivées au Canada entre 1991 et 2000<sup>30</sup>.
- Le montant alloué à l'aide sociale par le gouvernement n'a pas diminué parce que la situation s'est améliorée, mais bien parce que les critères ont été tellement resserrés que certains pauvres ne sont plus admissibles. Les coupures dans d'autres domaines de dépenses sociales telles les services de garde, l'assurance-emploi, les soins dentaires et les médicaments ont forcé certaines personnes à recourir malgré elles à l'aide sociale<sup>31</sup>.
- Au Canada, la taille de la famille moyenne est demeurée stable à 3 membres de 1997 à 2006 (3,1 personnes pour les familles biparentales, et 2,5 personnes pour les familles monoparentales)<sup>32</sup>. Après impôt en 2008, le seuil de faible revenu pour une famille de trois personnes se situait en moyenne à 22 741\$ (plus pour les familles vivant dans des régions urbaines densément peuplées et moins pour celles vivant en région rurale)<sup>33</sup>. Une seule personne travaillant au salaire minimum ne peut pas gagner ce revenu.
- La Mesure du panier de consommation (MPC) est une évaluation des montants qu'une famille dépense pour se nourrir, se vêtir, se loger, se déplacer et couvrir ses besoins de base à chaque année. Les chiffres sont compilés et placés dans un panier théorique. En 2007, la

---

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> Statistique Canada. *Revenu moyen après impôt selon le type de famille économique*. En ligne au <http://www40.statcan.gc.ca/102/cst01/famil21a-fra.htm>

<sup>29</sup> Statistique Canada. *Revenus des Canadiens*. Le Quotidien, le mardi 30 mars 2006.

<sup>30</sup> Réponse de la société civile. *Confrontation avec la réalité : les femmes au Canada et la Déclaration et Programme d'action de Beijing après 15 années*. Ottawa: Congrès du travail du Canada, 2010.

<sup>31</sup> Institut canadien de recherches sur les femmes. *L'impact des programmes sociaux: des femmes à faible revenu racontent*. Feuillet d'information de l'ICREF, 2007.

<sup>32</sup> Statistique Canada. *Nombre et taille moyenne des familles de recensement*. En ligne au <http://www40.statcan.gc.ca/102/cst01/famil40-fra.htm>

<sup>33</sup> Conseil national du bien-être social. *Seuils de faible revenu après impôt de Statistique Canada*. Ottawa: CNBES, 2008.

Mesure du panier de consommation pour une famille composée de deux adultes et deux enfants s'élevait en moyenne à 29 113\$ (ces statistiques proviennent des données récoltées dans dix grandes villes canadiennes). La ville la plus chère était Vancouver avec 31 768\$, et Montréal était la moins chère avec 26 560\$<sup>34</sup>.

- Au Canada, il ne suffit pas d'avoir un emploi pour se sortir de la pauvreté. La plupart des pauvres travaillent à temps plein ou à temps partiel. Les femmes et les jeunes représentent 83 % des personnes qui gagnent le salaire minimum; 37 % des mères monoparentales doivent élever leur famille avec des salaires de moins de 10 \$ l'heure<sup>35</sup>.
- Beaucoup de personnes travaillant à plein temps au Canada sont pauvres parce que le salaire minimum ne suffit pas à combler les besoins fondamentaux dans une société où les coûts de la vie et du logement augmentent sans cesse. Bon nombre d'emplois à faible salaire n'offrent aucune indemnité en cas de maladie ni aucun autre avantage. Le Canada vit un problème de chômage structurel. De fait, il existe une réelle disparité entre les emplois disponibles et les compétences de la population<sup>36</sup>.
- Le régime fiscal ne bénéficie qu'aux personnes de la tranche salariale supérieure. En 2005, les salariés faisant partie des 1 % gagnant les salaires les plus élevés ont payé relativement moins d'impôt que les salariés des catégories inférieures<sup>37</sup>.
- Le logement est devenu un problème pour les ménages à faible et moyen revenu en Ontario, en Colombie-Britannique et en Alberta en raison du retrait des mécanismes de contrôle des loyers par les décideurs politiques. Le contrôle des loyers permettait de garder les loyers à un niveau raisonnable pour tout le monde<sup>38</sup>.
- Peu importe leur niveau de scolarité, les travailleuses gagnent habituellement moins que les travailleurs. Par exemple, en 2003, les détentrices d'un diplôme secondaire travaillant à plein temps toute l'année gagnaient 71 % de ce que gagnaient leurs homologues masculins et les femmes ayant complété des études postsecondaires gagnaient 68,9 % du revenu de leurs homologues masculins<sup>39</sup>. L'écart entre les gains des femmes et des hommes n'a pas varié de manière significative au cours de la dernière décennie<sup>40</sup>.

---

<sup>34</sup> Conseil national du bien-être social. *Mesure du panier de consommation pour des villes choisies*. Gatineau: Ressources humaines et Développement des compétences Canada, 2009.

<sup>35</sup> Morris, Marika. *Femmes et pauvreté*. Feuillelet d'information de l'ICREF, 2002.

<sup>36</sup> Institut canadien de recherches sur les femmes. *L'impact des programmes sociaux: des femmes à faible revenu racontent*. Feuillelet d'information de l'ICREF, 2007.

<sup>37</sup> Lee, Marc. *Overall tax system no longer meets the basic test of fairness*. Ottawa: CCPA Monitor, 2008, vol. 14, no. 8.

<sup>38</sup> Bryant, Toba. *Housing and Income as Social Determinants of Women's Health in Canadian Cities*. Toronto: Women's Health and Urban Life, 2009.

<sup>39</sup> Conseil national du bien-être social. *Résoudre la pauvreté: Quatre pierres angulaires d'une stratégie nationale viable pour le Canada*. Ottawa: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2007.

<sup>40</sup> Statistique Canada. *Femmes au Canada*. Le Quotidien, le mardi 7 mars 2006.

- Les immigrantes sont moins susceptibles d'occuper un emploi rémunéré que les immigrants et les femmes non immigrantes. Cela s'applique également aux immigrantes possédant un diplôme universitaire<sup>41</sup>.
- Les femmes ayant des enfants sont plus susceptibles de gagner des revenus moins élevés, d'avoir moins d'occasions d'emploi et peu de chances d'avancement. Les femmes enceintes et les mères peuvent être perçues comme moins qualifiées, moins dévouées à leur travail et pas aussi compétentes que des hommes. Cette situation se reflète dans l'écart salarial observé entre les hommes et les femmes, et entre les femmes ayant des enfants et celles qui n'en ont pas<sup>42</sup>.
- Des femmes trafiquées vers le Canada par des individus se faisant passer pour des employeurs ont été battues et violées, se sont fait voler leurs passeports et ont été prostituées. Des femmes voulant désespérément échapper à des conditions de pauvreté dans d'autres pays qui ont immigré au Canada comme «promises par correspondance» ou travailleuses domestiques sont également trop souvent abusées, notamment en étant agressées physiquement et sexuellement ou exploitées économiquement<sup>43</sup>.
- Même si les femmes des minorités visibles sont en moyenne plus scolarisées que les autres Canadiennes, elles sont toutefois moins susceptibles d'être employées. De plus, elles gagnent généralement des salaires inférieurs à ceux des autres femmes<sup>44</sup>.
- La plupart des femmes criminalisées sont peu scolarisées, ont moins d'occasions d'emploi et de ressources économiques et vivent habituellement seules dans des logements en très mauvais état<sup>45</sup>.
- Dans la région des Prairies, la plupart des femmes incarcérées sont autochtones et elles forment la majorité de la population carcérale. Le nombre croissant de détenues est clairement lié au démantèlement des programmes sociaux, de santé et d'éducation. Cette tendance s'intensifie en période de déclin économique. Il est très clair que nous envoyons en prison les personnes qui vivent le pire des situations créées par la crise économique et les choix politiques. Les prisons semblent être l'unique solution pour pallier le sans-abrisme<sup>46</sup>.

---

<sup>41</sup> Statistique Canada. *Femmes au Canada 2000: Un rapport statistique fondé sur le sexe*. Ottawa: Industrie Canada, 2000.

<sup>42</sup> Baker, Maureen. *Working Their Way Out of Poverty? Gendered Employment in Three Welfare States*. New Zealand: Journal of Comparative Family Studies, 2009.

<sup>43</sup> Langevin, Louise et Marie-Claire Belleau. *Le trafic des femmes au Canada: une analyse critique du cadre juridique de l'embauche d'aides familiales immigrantes résidentes et de la pratique des promesses par correspondance*. Ottawa: CFC, 2000.

<sup>44</sup> Statistique Canada. *Femmes au Canada*. Le Quotidien, le mardi 7 mars 2006.

<sup>45</sup> Morris, Marika. *Femmes et pauvreté*. Feuillet d'information de l'ICREF, 2002.

<sup>46</sup> Les prisons semblent être notre unique solution au sans-abrisme - Canada - Kim Pate. Catholic New Times. Le 2 novembre 2003.

- La pauvreté des enfants est racisée elle aussi. Dans la région du Grand Toronto, par exemple, alors que la moitié des enfants sont d'origine non-européenne, 7 enfants sur dix vivant dans la pauvreté ne sont pas non plus d'origine européenne<sup>47</sup>.

### Comment le Canada peut-il contrer la pauvreté?

- Des actions devraient être entreprises dans six secteurs politiques clés:
  - «Fournir des soutiens au revenu suffisants et accessibles...
  - Améliorer les salaires et les conditions de travail de la population active à bas salaire...
  - Aborder les besoins des plus susceptibles de vivre dans la pauvreté...
  - Pallier le sans-abrisme et le manque de logements abordables...
  - Fournir des services de garde universels financés par l'État...
  - Offrir des programmes de formation et d'éducation»<sup>48</sup>.
- L'accès à des logements abordables est au centre de la lutte contre la pauvreté. Mais il ne suffit pas de construire des logements bon marché. Encore faut-il le soutien du pays et des provinces et la participation du milieu communautaire. Les personnes qui vont habiter ces logements ont besoin de transport en commun et d'autres services. Les programmes actuels de soutien au revenu et d'accès au logement doivent être revus et corrigés. Trop de femmes ne sont pas considérées comme sans abri, même si elles ne réussissent à se loger qu'en vendant des services sexuels ou en étant temporairement hébergées par des proches<sup>49</sup>.
- Le Conseil national du bien-être social a proposé quatre pierres angulaires pour aider à résoudre la pauvreté:
  - une stratégie comprenant une vision à long terme, des cibles mesurables et des échéanciers<sup>50</sup>
  - un plan d'action et un budget qui coordonnent les initiatives au sein des gouvernements, entre eux et avec d'autres partenaires<sup>51</sup>
  - une structure de reddition de comptes gouvernementale visant à assurer des résultats et à consulter les Canadiennes et les Canadiens sur la conception, la mise en oeuvre et l'évaluation des mesures qui les toucheront<sup>52</sup>
  - une série d'indicateurs convenus de la pauvreté qui seront utilisés avec le temps pour planifier, surveiller les changements et évaluer les progrès<sup>53</sup>

<sup>47</sup> Toronto Children's Aid Society. *Greater Trouble in Greater Toronto: Child Poverty in the GTA Fact Sheet*. Toronto: TCAS, 2008.

<sup>48</sup> Klein, Seth et Armine Yalnizyan. *Reducing Poverty, Inequality Will Spur Economic Recovery*. Ottawa: CCPA Monitor, 2010. En ligne au <http://www.policyalternatives.ca/publications/monitor/creating-just-society>

<sup>49</sup> Moffat, Patricia. *OWN's Housing Report Sent to Ontario Government*. Toronto: Older Women's Network Contact, 2010, p. 6.

<sup>50</sup> Conseil national du bien-être social. *Résoudre la pauvreté: Quatre pierres angulaires d'une stratégie nationale viable pour le Canada*. Ottawa: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2007. En ligne au <http://www.ncwcnbes.net/fr/publications/pub-126.html>

<sup>51</sup> *Ibid.*

<sup>52</sup> *Ibid.*

<sup>53</sup> *Ibid.*



## Références

- Baker, Maureen. *Working Their Way Out of Poverty? Gendered Employment in Three Welfare States*. New Zealand: Journal of Comparative Family Studies, 2009.
- Bryant, Toba. *Housing and Income as Social Determinants of Women's Health in Canadian Cities*. Toronto: Women's Health and Urban Life, 2009.
- Conseil national du bien-être social. *Aperçu des tendances en matière de pauvreté (1978-2007)*. Profil de la pauvreté 2007. Ottawa: CNBES, 2007.
- Conseil national du bien-être social. *Baisse massive des revenus de bien-être social*. Le 26 août 2006. En ligne au [http://www.ncwcnbes.net/documents/researchpublications/ResearchProjects/WelfareIncomes/2005Report\\_Summer2006/PressReleaseFRE.htm](http://www.ncwcnbes.net/documents/researchpublications/ResearchProjects/WelfareIncomes/2005Report_Summer2006/PressReleaseFRE.htm)
- Conseil national du bien-être social. *Mesure du panier de consommation pour des villes choisies*. Gatineau: Ressources humaines et Développement des compétences Canada, 2009.
- Conseil national du bien-être social. *Outline of a presentation concerning the study on poverty*. Ottawa: CNBES, 2008.
- Conseil national du bien-être social. *Profil de la pauvreté 2002-2003*. Ottawa: CNBES, 2006.
- Conseil national du bien-être social. *Résoudre la pauvreté: Quatre pierres angulaires d'une stratégie nationale viable pour le Canada*. Ottawa: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2007.
- Conseil national du bien-être social. *Revenus de bien-être social, 2006-2007*. Ottawa: CNBES, 2008.
- Conseil national du bien-être social. *Seuils de faible revenu après impôt de Statistique Canada*. Ottawa: CNBES, 2008.
- Institut canadien de recherches sur les femmes. *L'impact des programmes sociaux: des femmes à faible revenu racontent*. Feuillelet d'information de l'ICREF, 2007.
- Klein, Seth et Armine Yalnizyan. *Reducing Poverty, Inequality Will Spur Economic Recovery*. Ottawa: CCPA Monitor, 2010. En ligne au <http://www.policyalternatives.ca/publications/monitor/creating-just-society>
- Laird, Gordon. *Shelter: Homelessness in a Growth Economy: Canada's 21<sup>st</sup> Century Paradox*. Ottawa: Sheldon Chumir Foundation for Ethics in Leadership, 2007.

- Langevin, Louise et Marie-Claire Belleau. *Le trafic des femmes au Canada: une analyse critique du cadre juridique de l'embauche d'aides familiales immigrantes résidentes et de la pratique des promesses par correspondance*. Ottawa: CFC, 2000.
- Lee, Marc. *Overall tax system no longer meets the basic test of fairness*. Ottawa: CCPA Monitor, 2008, vol. 14, no. 8.
- Moffat, Patricia. *OWN's Housing Report Sent to Ontario Government*. Toronto: Older Women's Network Contact, 2010.
- Morris, Marika. *Femmes et pauvreté*. Ottawa: Feuillet d'information de l'ICREF, 2002.
- Morris, Marika. *Femmes, santé et action*. Ottawa: Feuillet d'information de l'ICREF, 2002.
- Morris, Marika. *Violence envers les femmes et les filles*. Ottawa: Feuillet d'information de l'ICREF, 2002.
- Pate, Kim. *Les prisons semblent être notre unique solution au sans-abrisme - Canada* - Catholic New Times. Le 2 novembre 2003
- Pate, Kim. *Prisons, the Latest Solution to Homelessness, Poverty and Mental Illness*. Calgary: Womenspeak Series, 2003. En ligne au [www.elizabethfry.ca/confernc/prison/2.htm](http://www.elizabethfry.ca/confernc/prison/2.htm)
- Pate, Kim. *Why we should form an international coalition against women's imprisonment...* Brisbane, Australia: Sisters Inside Conference, 2001. En ligne au [www.elizabethfry.ca/confernc/nov29-01/1.htm](http://www.elizabethfry.ca/confernc/nov29-01/1.htm).
- Réponse de la société civile. *Confrontation avec la réalité: les femmes au Canada et la Déclaration et Programme d'action de Beijing après 15 années*. Ottawa: Congrès du travail du Canada, 2010.
- Statistique Canada. *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu: écart salarial entre les hommes et les femmes (1997)*. Le Quotidien, le lundi 20 décembre 1999.
- Statistique Canada. *Nombre et taille moyenne des familles de recensement*. 2009. En ligne au <http://www40.statcan.gc.ca/102/cst01/famil40-fra.htm>
- Statistique Canada. *Revenu moyen après impôt selon le type de famille économique*. 2009. En ligne au <http://www40.statcan.gc.ca/102/cst01/famil21a-fra.htm>
- Statistique Canada. *Revenus des Canadiens*, Le Quotidien, le mardi 30 mars 2006.
- «Slump is Deepening Human Rights Crisis - The [UK] Guardian». Ottawa: CCPA Monitor, 2008, vol. 16, no.3.